



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Arrêté préfectoral d'autorisation environnementale
relatif à l'exploitation d'une activité de transit et démantèlement de déchets d'équipements
électriques et électroniques (D3E), et de déchets dangereux par la société PAPREC D3E sur le
territoire des communes de Custines et Pompey**

N° 2021/0358 AENV

AIOT : 0003013039

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la légion d'Honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre 1er, ses titres I et II du livre II et son titre 1er du livre V ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L.511-2 et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du titre 1er du livre V du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté du 23 novembre 2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique 2791 (installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782) ;

Vu l'arrêté du 27 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2710-1 (Installations de collecte de déchets dangereux apportés par leur producteur initial) ;

Vu l'arrêté du 27 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2710-2 (Installations de collecte de déchets dangereux apportés par leur producteur initial) ;

Vu l'arrêté du 06 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED ;

Vu l'arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement ;

Vu le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhin-Meuse, 2022-2027 ;

Vu le Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) de la région Grand Est adopté le 22 novembre 2019, en particulier le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets ;

Vu la demande d'autorisation environnementale déposée le 26 mars 2021, complétée en dernier lieu le 21 avril 2022, par la société PAPREC D3E dont le siège social est situé 7 rue du Docteur Lancereaux - 75 008 PARIS, à l'effet d'obtenir l'autorisation d'étendre une activité existante de transit de D3E et de déchets dangereux avec développement d'une activité de démantèlement de D3E au n° 166 de la rue du jet – ZI de Pompey à POMPEY (54340) ;

Vu les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R. 181-18 à R.181-32 du code de l'environnement ;

Vu l'avis de l'Autorité Environnementale en date du 22 juillet 2022 ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 8 décembre 2022 ordonnant l'organisation d'une enquête publique pour une durée de 32 jours du 03 janvier au 03 février 2023 inclus sur le territoire des communes de CUSTINES et POMPEY ;

Vu l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans ces communes de l'avis au public ;

Vu les publications dans les journaux locaux l'Est Républicain et La Semaine, en date des 13 décembre 2022 et 04 janvier 2023 pour le premier et 15 décembre 2022 et 05 janvier 2023 pour le second ;

Vu le registre d'enquête et l'avis du commissaire enquêteur en date du 03 mars 2023 ;

Vu les avis favorables émis par les conseils municipaux des communes de Faulx, Lay-Saint-Christophe et Marbach, et les avis réputés favorables des communes de Custines et Pompey ;

Vu l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le rapport et les propositions en date du 25 octobre 2023 de l'inspection des installations classées ;

Considérant que le projet déposé par le pétitionnaire relève de la procédure d'autorisation environnementale ;

Considérant que les enjeux environnementaux liés aux installations/activités prévues au dossier présenté par le pétitionnaire apparaissent avoir été correctement appréhendés et pris en compte au sens de la protection des intérêts mentionnés par les articles L.211 et L.5111 du code de l'environnement, notamment pour la prévention :

- de la pollution de l'air, de l'eau et des déchets,
- des nuisances sonores,
- des risques sanitaires,
- des risques technologiques par la maîtrise des distances d'effets des phénomènes d'incendie à l'intérieur du site ;

Considérant qu'au cours de l'instruction de la demande par l'inspection des installations classées, le demandeur a été conduit à apporter des modifications quant à l'organisation des accès à son site pour permettre la mise en œuvre en sécurité des moyens de lutte contre l'incendie ;

Considérant qu'en application des dispositions de l'article L. 181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

Considérant que les mesures imposées au pétitionnaire tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R. 181-18 à R.181-32, des observations des collectivités territoriales intéressées par le projet et des services déconcentrés et établissements publics de l'État et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

Considérant que les consultations effectuées n'ont pas mis en évidence la nécessité de faire évoluer le projet initial et que les mesures imposées à l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

Considérant que la nature et l'ampleur du projet ne rendent pas nécessaires la sollicitation de l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

Considérant que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies,

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation

La société PAPREC D3E, (SIREN 432 764 140), dont le siège social est situé au n°7 rue du Docteur Lancereaux à PARIS - 75 008 est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire des communes de CUSTINES et POMPEY, ZAC du Pôle d'activité NANCY - POMPEY, les installations détaillées dans les articles suivants.

1.2 Localisation et surface occupée par les installations

Les installations autorisées sont situées sur les parcelles cadastrées en section AS 244, AS 245 et AS 246 de la commune de CUSTINES - 54670, pour une contenance totale de 7383 m².

Les coordonnées Lambert 93 de l'installation sont les suivantes : X = 930 580 et Y= 6 858 293.

L'entrée du site est sise au n° 166 de la rue du Jet à POMPEY - 54340.

1.3 Nature des installations

Les installations exploitées relèvent des rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement suivantes :

rubrique ICPE	libellé de la rubrique	caractéristiques de classement	capacité des installations	régime ⁽¹⁾
2718-2	Installation de transit, regroupement ou tri de déchet dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793	La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t	132 t	A
3550	Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte	-	1079 t	A
2790	Installation de traitement de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2711, 2720, 2760, 2770, 2792, 2793 et 2795	-	9 t/j	A
2711-1	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719	Le volume susceptible d'être entreposé étant supérieur ou égal à 1000 m ³	4132 m ³	E
2710-1.b)	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719	Collecte de déchets dangereux, la quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t et inférieure à 7 t	6t	DC
2710-2.b)	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719	Collecte de déchets non dangereux, le volume de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant Supérieur ou égal à 100 m ³ et inférieur à 300 m ³	250m ³	DC
2791-2	Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations classées au titre des rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2783, 2794, 2795 ou 2971	La quantité de déchets traités étant Inférieure à 10 t/j.	9 t/j	DC

⁽¹⁾ A = Autorisation - E = Enregistrement - D = Déclaration - DC = Déclaration avec Contrôle périodique par un organisme agréé

Le site peut recevoir jusqu'à 10 000 t/an de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) et produits lumineux.

Les D3E contenant des gaz hydrofluorocarbones volatils -FCV- ou hydrocarbures volatils -HCV- que sont notamment les GEM froids ou hors froid, ne font l'objet que d'un simple transit sur le site. Dès leur arrivée sur le site, ils sont stockés à l'intérieur du bâtiment d'exploitation. Ils sont regroupés et massifiés puis envoyés vers des installations de traitement dûment autorisées.

A l'exception des dispositions particulières visées au chapitre 6.6 du présent arrêté, celui-ci s'applique sans préjudice des différents arrêtés ministériels de prescriptions générales applicable aux rubriques ICPE listées ci-dessus.

1.4 Statut IED - Industrial Emission Directive

Au sens de l'article R. 515-61 du Code de l'Environnement, la rubrique principale est la rubrique 3550 relative au stockage temporaire de déchets dangereux. Les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles associées au document BREF WT dit "Traitement des Déchets".

1.5 Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant, ainsi qu'aux caractéristiques et mesures présentées par le demandeur dans son projet soumis à examen au cas par cas.

1.6 Cessation d'activité

L'usage futur du site en cas de cessation à prendre en compte est le suivant : usage à vocation industrielle.

1.7 Garanties financières

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités visées au chapitre 1.3 par les rubriques suivantes : 2711-1, 2718-1, 2790 et 3550.

Le montant de référence des garanties financières à constituer est fixé à 330 738 € TTC

Il a été déterminé selon la méthode forfaitaire définie dans l'arrêté du 31 mai 2012 en prenant en compte les indices TP01 et des taux de TVA suivants :

- TP01 initial (janvier 2011) = 616,5
- TVA initiale (janvier 2011) = 0,196
- TP01 (mars 2023) (base 2010) = 128,9
- Indice de raccordement = 6,5345
- TVA (mars 2023) = 0,2

Avant le démarrage des activités de l'établissement dans les conditions prévues par le présent arrêté, l'exploitant adresse au Préfet :

- le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement
- la valeur datée du dernier indice public TP01.

1.8 Implantation

Les installations de tri/transit/démantèlement de déchets ainsi que les stockages associés sont implantés à une distance d'au moins 10 mètres des immeubles occupés par des tiers.

1.9 Documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

ARTICLE 2 : PROTECTION DE LA QUALITE DE L'AIR

2.1 Risques d'envols et poussières

L'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.) et convenablement nettoyées ;
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin ;
- s'il est fait l'usage de bennes ouvertes, les produits et déchets entrant et sortant du site sont couverts d'une bâche ou d'un filet ;
- toutes dispositions sont prises en permanence pour empêcher l'introduction et la pullulation des insectes et des nuisibles, ainsi que pour en assurer la destruction.

2.2 Odeurs

Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine d'émission de gaz odorant susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publique.

2.3 Fluides frigorigènes

Toutes dispositions sont prises pour éviter le rejet à l'atmosphère des fluides frigorigènes halogénés contenus dans des déchets d'équipements de production de froid, y compris de façon accidentelle lors de leur manipulation.

Le dégazage du circuit réfrigérant de ces équipements est interdit.

ARTICLE 3 : PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

3.1 Prélèvements et consommations d'eau

Les prélèvements d'eau, non liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés à partir du réseau public desservant le site pour une quantité annuelle de 900 m3.

Les eaux prélevées sont utilisées pour les besoins domestiques de l'installation et pour le nettoyage du bâtiment et de la plateforme. Les procédés de traitement des déchets ne comportent pas d'opération de lavage des déchets à l'eau.

L'installation est dotée d'un dispositif permettant de mesurer la quantité d'eau prélevée sur le réseau public. Ce dispositif est relevé mensuellement. Une surveillance régulière des fuites est mise en place, dont les résultats sont portés sur un registre tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Un dispositif anti retour est installé à l'entrée de l'installation pour prévenir la pollution du réseau adduction public par les effluents de l'installation. Cet équipement fait l'objet d'un entretien au minimum annuel.

3.2 Collecte des effluents

Tous les effluents aqueux sont canalisés.

Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduares des eaux pluviales.

Les effluents susceptibles d'être pollués, c'est-à-dire les eaux résiduares et les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement ou sur les produits et/ou déchets entreposés, sont traités avant rejet dans l'environnement par un dispositif de traitement adéquat.

En particulier, les eaux pluviales de voiries sont traitées en amont du point de rejet du site par un débourbeur et un séparateur à hydrocarbures. Ce dispositif est entretenu par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les fiches de suivi du nettoyage des équipements ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.

Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement et le milieu récepteur, à l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise.

Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

3.3 Points de prélèvement pour les contrôles

Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (DCO, concentration en polluant, etc.).

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions sont également prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

3.4 Points de rejet

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet externes qui présentent les caractéristiques suivantes :

Réf.	Coordonnées Lambert 93 (m)	Nature des effluents	Traitement avant rejet	Exutoire du rejet	Milieu naturel récepteur ou station de traitement collective	Conditions de raccordement
sortie assainissement	X = 930538 Y = 6858237	eaux usées domestiques	-	réseau public d'eaux usées	Station d'épuration urbaine de Custines (Pré à Varois)	convention de rejet
sortie eaux pluviales	X = 930537 Y = 6858234	eaux pluviales	déboureur et séparateur hydrocarbures	réseau public d'eaux pluviales	Moselle	convention de rejet

1.1.1

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L. 1331-10 du code de la santé publique. Cette autorisation est transmise par l'exploitant au Préfet.

3.5 Valeurs limites d'émission et fréquence de surveillance

Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorants,
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- température inférieure ou égale à 30 °C,
- pH compris entre 5,5 et 8,5,
- couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l.

Valeurs limites d'émission des eaux usées domestiques

Les eaux usées domestiques sont traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur, notamment la convention de rejet établie avec le gestionnaire du réseau.

Valeurs limites d'émission des eaux pluviales susceptibles d'être polluées

L'exploitant est tenu de respecter pour le rejet des eaux pluviales de ruissellement susceptibles d'être polluées dans le milieu naturel (la Moselle) les valeurs limites en concentration définies ci-dessous :

Les rejets d'eaux respectent les valeurs limites de concentration et flux ci après :

Paramètre	Concentrations maximales
matières en suspension MES	35 mg/l
demande chimique en oxygène DCO	125 mg/l
hydrocarbures totaux HCT	5 mg/l

Fréquence de surveillance

Une mesure des concentrations des différents polluants, par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement, est effectuée au moins tous les six mois pour les eaux pluviales.

ARTICLE 4 : PROTECTION DU CADRE DE VIE

4.1 Niveaux limites de bruit

Valeurs Limites d'émergence

Les émissions sonores dues au fonctionnement de l'établissement ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

	Période de jour : de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	Période de nuit : de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Toute limite de propriété	70 dB(A)	60 dB(A)

Mesures périodiques des niveaux sonores

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation puis tous les cinq ans.

4.2 Vibrations

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

4.3 Limitation des émissions lumineuses

L'installation est construite et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine d'émissions lumineuses susceptibles de compromettre la santé du voisinage ou de constituer une nuisance.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux installations d'éclairage destinées à assurer la protection des biens lorsqu'elles sont asservies à des dispositifs de détection de mouvement ou d'intrusion.

L'exploitant doit alors vérifier que la sensibilité des dispositifs de détection et la temporisation du fonctionnement de l'installation sont conformes aux objectifs de sobriété poursuivis par la réglementation afin d'éviter que l'éclairage fonctionne toute la nuit.

ARTICLE 5 : PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

5.1 Étude de dangers

L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers. En particulier et sans préjudice des dispositions constructives énoncées au présent arrêté, il dispose et aménage les divers emplacements d'entreposage de déchets de sorte, en cas d'incendie, à confiner les effets thermiques à l'intérieur des limites du site.

5.2 Accessibilité des engins de secours à proximité de l'installation

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de ses installations. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Deux accès pour les secours sont en permanence maintenus accessibles de l'extérieur du site pour les moyens d'intervention par le Boulevard de Finlande.

Les voies d'accès et de circulation sont nettement délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage ou le déploiement des secours. Elles sont aménagées afin de permettre aux engins des services d'incendie et de secours d'évoluer sans difficulté.

L'établissement est aménagé (voirie d'accès, aire interne, etc.) en fonction de la fréquentation de pointe de telle sorte à prévenir le stationnement de véhicules en attente sur la voie extérieure attenante au site.

5.3 Dispositions constructives et comportement au feu

L'installation est constitué d'un bâtiment unique qui regroupe le hall d'exploitation, les bureaux et les locaux sociaux.

Les dispositions nécessaires sont prises afin qu'en cas de sinistre les flux thermiques supérieurs ou égaux à 3 KW/m² soient contenus à l'intérieur des limites de propriété.

En particulier, l'installation dispose de murs coupe-feu REI 120 sur les façades NORD, EST et pour partie de la façade SUD, de sorte à contenir les flux thermiques susceptibles d'être générés par un sinistre dans le bâtiment, et garantir la protection de la réserve incendie le cas échéant.

Les ouvertures effectuées dans les éléments séparatifs (passage de gaines et canalisations, de convoyeurs) sont munies de dispositifs assurant un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces éléments séparatifs.

Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

5.4 Désenfumage

Les bâtiments fermés où sont entreposés ou manipulés des produits ou déchets combustibles ou inflammables sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC), permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.

Les dispositifs d'évacuation naturelle à l'air libre peuvent être des dispositifs passifs (ouvertures permanentes) ou des dispositifs actifs. Dans ce dernier cas, ils sont composés d'exutoires à commandes automatique et manuelle.

Les dispositifs passifs ne sont toutefois pas autorisés dans le cas d'entreposage ou de manipulation de déchets susceptibles d'émettre des émissions odorantes lorsque leur entreposage en intérieur est possible.

La surface utile d'ouverture de l'ensemble des exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la surface au sol du bâtiment.

Afin d'équilibrer le système de désenfumage et de le répartir de manière optimale, un DENFC de superficie utile comprise entre 1 et 6 m² est prévue pour 250 m² de superficie projetée de toiture.

En exploitation normale, le réarmement (la fermeture) est possible depuis le sol du bâtiment ou depuis la zone de désenfumage. Ces commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.

L'action d'une commande de mise en sécurité ne peut pas être inversée par une autre commande.

Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont à adapter aux risques particuliers de l'installation.

5.5 Détection incendie

Les installations sont dotées d'un système de détection automatique et d'alarme incendie audible en tout point du site.

5.6 Installations électriques

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.

Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règles en vigueur.

5.7 Dispositifs de rétention et de confinement des déversements et pollutions accidentelles

Les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction et le volume d'eau généré par les intempéries sur la plateforme de l'installation, sont confinées sur le site.

L'installation dispose d'une capacité de confinement, libre en permanence d'au moins 674. m³, collectées par :

- des barrières de rétention semi-automatiques au niveau des ouvertures du bâtiment de 20 cm de hauteur ;
- les anciennes fosses présentes dans le bâtiment (101m³) ;
- une cuve de rétention aérienne (236m³).

Le dispositif de mise en rétention du site en cas d'incendie est asservie à la détection incendie.

En cas d'utilisation d'une cuve aérienne de rétention, tous les moyens sont mis en œuvre pour garantir un pompage en toutes circonstances des eaux d'extinction avec notamment 1 pompage principal et 1 pompage de secours.

Les eaux d'extinction d'un incendie ne sont pas confinées sur les zones de circulation du site. Les voiries restent hors eaux d'extinction.

5.8 Moyens de lutte contre l'incendie

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes à l'étude de dangers, composés notamment :

- de plans du site facilitant l'intervention des services publics d'incendie et de secours ;
- d'un dispositif, fixe ou mobile et opérationnel en tous temps, permettant d'alerter sans délai les services publics d'incendie et de secours ;
- d'extincteurs, placés judicieusement dans l'emprise de l'installation en fonction des risques encourus, à proximité des dégagements, appropriés à ces risques et compatibles avec les matières entreposées (en particulier en cas de présence de batteries au lithium) ;
- d'un réseau de robinets d'incendie armés (RIA) répartis judicieusement dans l'ensemble des locaux et du site et disponibles par tous temps (notamment en période de gel),

Ces dispositifs, adaptés aux risques et aux interventions, sont accessibles en toutes circonstances et régulièrement entretenus.

L'exploitant fixe les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Le personnel de l'établissement est formé à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention, notamment à celle des extincteurs.

L'exploitant met à disposition des services d'incendie et de secours un « dossier d'accueil des secours » regroupant : la procédure de mise en rétention des eaux d'extinction d'un incendie ; les fiches de sécurité des matières utilisées sur le site ; un plan d'accès au site, aux bâtiments et installations (masse et situation) ; un plan des dispositifs de coupure des énergies ; un plan de situation des zones à risque (avec les quantités maximales stockées), une procédure d'accueil et de guidage des secours publiques ; un état de la défense incendie mentionnant les pressions et débits des différentes ressources en eau.

Ce dossier, tenu à jour, est accessible en toutes circonstances, notamment en l'absence de personnel sur le site.

5.9 Ressources en eau d'extinction

Les besoins en eau d'extinction de l'installation sont de 600 m³ pour 2h de sinistre, à laquelle l'exploitant est en capacité de répondre par :

- une cuve aérienne de 120 m³ implantée sur son site ;

- deux poteaux incendie publics, chacun capable de générer un débit d'au moins 120m³/h lorsqu'ils fonctionnent simultanément, et implantés à moins de 100 m des risques à défendre.

La réserve d'eau est connectée à 2 dispositifs d'aspiration facilement accessibles et chacun pourvu d'une aire d'aspiration exclusivement réservée aux services d'incendie et de secours et libres d'accès.

Les poteaux d'aspiration implantés sur la voie publique ne gênent pas la circulation de cette voie lors d'une mise en station d'un engin des services d'incendie et de secours et n'entravent pas l'accessibilité du site.

ARTICLE 6 : PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS

6.1 Production de déchets

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations proviennent de :

- la mise en œuvre d'emballage : palettes, fûts, cartons, emballages souillés ;
- l'activité de gestion des déchets : huiles usagées, ordures ménagères, papiers/cartons, boues du déboureur/séparateur à hydrocarbures, chiffons souillés, absorbants souillés.

Code déchet	Désignation du déchet	Mode de traitement – valorisation	Quantité prévisionnelle
15 01 10*	Emballages vides souillés	Élimination	< 100 kg/an
15 01 03	Palettes	Valorisation	1 benne 30 m ³ /mois
15 01 10*	Fûts	Recyclage	Stockage en bacs étanches de type jumbox < 100 kg/an
20 01 01	Papiers / cartons	Valorisation	1 benne 30 m ³ /10 jours
15 01 10*	Huiles usagées	Recyclage	< 100 kg/an
20 01 39	DIB (Ordures ménagères)	Valorisation	1 benne 30 m ³ /10 jours
13 05 07*	Boues du déboureur / séparateur à hydrocarbures	Élimination	Pompée direct par CHIMIREC < 100 kg/an
15 02 02*	Chiffons souillés	Élimination	< 100 kg/an
15 02 02*	Absorbants souillés	Élimination	< 100 kg/an

* : correspond à un déchet dangereux

6.2 Gestion des déchets reçus par l'installation

Les stockages, manutentions, traitement, chargements/déchargements de déchets à traiter ou en cours de traitement sont effectués sur une dalle étanche.

L'entreposage des déchets est réalisé de façon à faciliter l'intervention des moyens de secours en cas d'incendie. L'exploitant fixe en particulier la hauteur maximale d'entreposage de ces équipements de manière à assurer la stabilité de ces stockages.

La présence de matières dangereuses ou combustibles dans les zones de transit, regroupement, tri, désassemblage des déchets est limitée aux nécessités de l'exploitation.

L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des DEEE susceptibles d'être présents, les quantités de déchets spécifiques issus du désassemblage de ces équipements susceptibles d'être présents auquel est annexé un plan général des zones d'entreposage. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

Outre les registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement, l'exploitant a à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R.231-53 du code du travail.

Les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des produits et déchets contenus et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

Les sources lumineuses en transit sur site, sans que leur traitement ne soit autorisé ou prévu, sont stockées et manipulées dans des conditions permettant d'en éviter le bris.

Les piles, batteries, condensateurs accumulateurs et aérosols entrant sur le site en mono-produits sont stockés hors du bâtiment principal, dans le local spécifique dénommé « bunker ».

Tout stockage de déchets soumis aux intempéries, susceptible de relarguer des polluants, est interdit.

6.3 Description des déchets entrants

Seuls sont admis dans l'établissement les déchets repris ci-dessous, la codification reprenant celle de l'annexe II de l'article R.514-8 du Code de l'Environnement.

Déchets dangereux

code	désignation
16 02 09 *	transformateurs et accumulateurs contenant des PCB
16 02 11*	équipements mis au rebut contenant des chlorofluorocarbones, des HCFC ou des HFC
16 02 13*	équipements mis au rebut contenant des composants dangereux, autres que ceux visés au rubriques 16 02 09 à 16 02 12
16 05 04 *	gaz en récipients à pression (y compris les halons) contenant des substances dangereuses
16 06 01*	accumulateurs au plomb
20 01 21*	tubes fluorescents et autres déchets contenant du mercure
20 01 33*	piles et accumulateurs visés aux rubriques 16 06 01, 16 06 02 ou 16 06 03 et piles et accumulateurs non triés contenant ces piles
20 01 23*	équipements mis au rebut contenant des chlorofluorocarbones
20 01 35*	équipements électriques et électroniques mis au rebut contenant des composants dangereux, autres que ceux visés aux rubriques 20 01 21 et 20 01 23

Déchets non dangereux

16 02 14	équipements mis au rebut autres que ceux visés aux rubriques 16 02 09 à 16 02 13
16 05 05	gaz en récipients à pression autres que ceux visés à la rubrique 16 05 04
20 01 36	équipements électriques et électroniques mis au rebut, autres que ceux visés aux rubriques 20 01 21, 20 01 23 et 20 01 35

6.4 Provenance autorisée

Les déchets reçus proviennent des 15 départements suivants : Ardennes (08), Aube (10), Côte d'Or (21), Marne (51), Haute Marne (52), Meurthe et Moselle (54), Meuse (55), Moselle (57), Bas Rhin (67), Haut Rhin (68), Haute Saône (70), Vosges (88), Territoire de Belfort (90), Doubs (25) et Jura (39).

6.5 Exonération des obligations de la traçabilité des déchets

L'exploitant est dispensé des obligations de traçabilité entre les déchets entrants et sortants pour les déchets traités sur le site en subissant une transformation importante (démantèlement), au titre de l'exonération prévue à l'article 10 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets mentionnées aux articles R.541.43 et R.541.43-1 du Code de l'Environnement.

Cette dispense est accordée sans préjudice de la tenue des registres prescrits par les articles R.541-43 et R.541-46 du code de l'environnement.

ARTICLE 7 DISPOSITIONS FINALES

7.1 Caducité

L'arrêté d'autorisation environnementale cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai et sans préjudice des dispositions des articles R. 211-117 et R. 214-97 du code de l'environnement.

Le délai mentionné ci-dessus est suspendu jusqu'à la notification au bénéficiaire de l'autorisation environnementale :

- 1° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre l'arrêté d'autorisation environnementale ou ses arrêtés complémentaires ;
- 2° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre le permis de construire du projet ou la décision de non-opposition à déclaration préalable ;
- 3° D'une décision devenue irrévocable en cas de recours devant un tribunal de l'ordre judiciaire, en application de l'article L. 480-13 du code de l'urbanisme, contre le permis

• 7.2 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Nancy (par courrier postal à l'adresse suivante : 5, place de la Carrière - Case Officielle n° 38 - 54036 NANCY Cedex, ou par saisine électronique via le site « télérecours citoyen » – www.telerecours.fr) :

- 1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :
 - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
 - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle ou du Ministère de l'écologie dans un délai de deux mois.
Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

7.3 : Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

- 1° Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale est déposée dans les mairies de Custines et Pompey et peut y être consultée ;
- 2° Un extrait de cet arrêté est affiché dans les mairies de Custines et Pompey pendant une durée minimum d'un mois, procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins des maires ;

3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées à savoir : Bouxières-aux-Dames, Faulx, Frouard, Lay-Saint-Cristophe, Malleloy, Marbach, Millery ;

4° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de pendant une durée minimale de quatre mois.

7-4 : Exécution :

Le Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée :

- aux maires des communes précitées ;
- à la société PAPREC D3E

Nancy le

27 OCT. 2023

Le Préfet,

Pour le préfet
et par délégation,
le secrétaire général



Julien LE GOFF